

Marseille, le 2 juin 2016

Communiqué de Presse UD CGT, FO, Solidaires

SITUATION DU RAFFINAGE ET DE LA PETROCHIMIE

Le mouvement pour le RETRAIT de la loi « travail » a débuté il y a plus de deux mois et le nombre de manifestants, de grévistes, ne cesse d'augmenter.

Au plan national, 6 raffineries sur 8 n'alimentent plus le marché et sur notre département, seul EXXON à Fos tourne au minimum, TOTAL La Mède et PETROINEOS ne sortent plus de produit.

Les installations chimiques sont à l'arrêt, en passe de l'être ou au minimum technique, il en est de même pour les utilités et le port pétrolier est à l'arrêt.

Nous saluons ici le courage et l'engagement des salariés du raffinage et de la chimie qui n'ont d'autre choix que de se faire entendre par la grève malgré les pressions énormes : chantage à l'emploi, aux investissements...

Depuis le début de la semaine, le gouvernement et les directions ne cessent de faire peser sur les grévistes et leurs organisations syndicales les éventuelles conséquences économiques et « techniques » des grèves.

Ce ne sont pas les grèves qui fragilisent les sites mais les choix des multinationales soutenues par le gouvernement de faire toujours plus d'économies sur les emplois, les salaires et la maintenance au bénéfice des intérêts des actionnaires. Les directions ont choisi de rémunérer le capital au détriment des investissements productifs, elles sont donc entièrement responsables de la situation.

La grève n'a pas pour but de casser notre outil de travail et détruire nos emplois, mais à l'inverse de les défendre

C'est pourquoi, les grévistes et nos organisations syndicales ont tout mis en œuvre pour prendre en compte certaines situations économiques et éviter les risques de casse ou de dégradation de l'outil de production. A Lavéra, ce sont les organisations syndicales qui ont proposé des solutions pour que l'entreprise KEM ONE, déjà fragilisée, ne le soit pas davantage.

Rappelons que c'est le patronat avec l'aval du gouvernement qui ferme les sites pétrochimiques et licencie.

Notre combat contre la loi « travail » est aussi un combat pour l'emploi, pour vivre et travailler dignement.

Nous EXIGEONS LE RETRAIT de la loi « travail », le maintien des emplois et de nos conventions collectives et l'ouverture de véritables négociations pour obtenir de nouveaux droits.